FONDÉ EN 1893

LE NUMÉRO 10 CENTIMES

L'Egalité

DE ROUBAIX-TOURCOING

Mercredi 3 Mars 1920

LE NUMÉRO 10 CENTIMES

La Grève des Cheminots

Les groupes de Lille, de Douai et de Somain votent la reprise du travail pour mardi matin. — La situation reste stationnaire sur les autres réseaux.

La situation de la grève est stationnaire sur les réseaux du P.-L.-M., de l'Etat et de l'Est.

Sur le Nord, le fait capital de la journée d'hier est la décision prise par le groupe des cheminots lillois de reprendre le travail mardi matin.

La Situation à Paris

45 à 95 0/0 de grévistes

Paris, 1er mars. — On évalue les grévistes à 95 % dans les ateliers ; 75 % pour les chauffeurs et mécaniciens ; 95 % dans le service des voies ; 5 % pour les agents des trains ; 40 % pour les facteurs et sous-facteurs ; 10 % dans les bureaux.

En ce qui concerne les rentrées des mobilisés, d'après les militants syndicalistes, elles ne dépasseraient pas 10 %.

A la Gare du Nord le personnel est à son poste

A la gare du Nord, lundi matin, lors de la relève de 6 heures, tout le personnel s'est présenté à son poste. Les express de grandes lignes partent et arrivent régulièrement. Les trains de banlieue sont soumis au régime dit « du brouillard », c'est-à-dire que le trafic est réduit de 60 %.

Cinq arrestations

Paris, 1er mars. — Ce matin, à la première heure, un certain nombre de militants des syndicats de cheminots ont été mis en état d'arrestation à leur domicile respectif.

CHAVEROT, secrétaire général du Syndicat des Cheminots du P.-L.-M., a été arrêté, 28, rue de Wattignies, par M. Guillaume, commissaire aux délégations judiciaires. Hourdeaux, Sirolle, Sigrand et Levesque ont été également arrêtés.

Ces opérations se sont effectuées sans incident. M. Dell, juge d'instruction, chargé de suivre l'affaire, a inculpé ces militants d'entraves à la liberté du travail et de provocation à la désobéissance.

Déclarations de M. Millerand

Paris, 1er mars. — M. Millerand, président du Conseil, a reçu à onze heures, ce matin les membres de la presse. Il leur a fait les déclarations suivantes :

« L'impression demeure très satisfaisante. Les renseignements parvenus, autant des Compagnies que des Préfets, confirment que la situation s'est encore améliorée sur tous les réseaux. C'est ainsi que, sur le Nord, le trafic est toujours normal.

» Sur l'Est, on constate plutôt un mouvement de rentrée ; sur le P.-L.-M., il y a une amélioration notable à Marseille et très sensible à Dijon. Au dépôt d'Avignon, les deux tiers des effectifs sont présents.

» Dans la journée d'hier, entre Avignon et Lyon, 70 trains ont circulé dans les deux sens. D'autre part, 50 % des agents du réseau touchés par l'ordre d'appel » ont répondu. Sur l'Orléans, la situation est sans changement. On doit enregistrer toutefois au dépôt de Périgueux, 30 % de manquants. Sur l'Etat, amélioration notable aux Batignolles surtout. Les trains de marchandises et de bestiaux ont fonctionné normalement.

» Sur le Midi, le Comité Syndical s'est prononcé hier soir, par 25 voix contre 13, contre la grève.

» Enfin, sur la ceinture, pas de changement ».

En terminant, M. Millerand a indiqué que le ravitaillement de Paris continuait à être assuré dans des conditions normales et, sur une question qui lui était posée, il a confirmé qu'un certain nombre d'élèves des grandes écoles avaient déjà pris place sur les locomotives.

Réunions et conférences

Paris, 1er mars. — Les délégués des groupes parisiens des cheminots se sont réunis dans une salle de la Bourse du Travail, où ils ont examiné la situation. Ils ont envoyé une délégation qui a mission de se rendre auprès de la Fédération des Cheminots à la C. G. T., pour conférer avec elle.

De leur côté, les cheminots du réseau de l'Est, réunis dans la matinée, ont voté un ordre du jour protestant contre les arrestations.

Enfin, les employés du Métropolitain, qui ce matin, n'étaient pas de service, se sont réunis à la Bourse du Travail, pour s'occuper des questions corporatives. Ils ont résolu de demander la réintégration de cinq de leurs camarades révoqués. Ils ont voté, en outre, un ordre du jour de sympathie envers les cheminots grévistes et les militants arrêtés dans la matinée.

Nouvelles délibérations de la C. G. T.

Paris, 1er mars. — A la C. G. T., on a fait, lundi, à une heure, cette communication :

« La Commission administrative de la C. G. T. s'est réunie ce matin et a pris contact de nouveau avec les délégués de la Fédération des Cheminots. Elle a d'abord envisagé la situation et, d'après les renseignements fournis, constate un développement de la grève. La commission administrative s'est ensuite préoccupée de déterminer la base de l'action de solidarité qu'elle pourrait être amenée à entreprendre.

Elle se réunira de nouveau cette nuit.

La plus grande animation n'a cessé de régner ce matin à la C. G. T., où s'est tenu un nouveau meeting des cheminots du réseau de l'Est. On a pu noter la présence de nombreux syndiqués de province venus aux renseignements. »

Le Communiqué Officiel

Paris, 1er mars. — Voici le communiqué officiel de la situation donné ce matin par le Ministère des travaux publics.

Réseau du NORD aucun changement, service complet.

EST : le personnel tient bon ; les rentrées s'accentuent.

P.-L.-M. : amélioration sensible : 46 trains dans les deux sens. La Compagnie va pouvoir annoncer aujourd'hui des trains avec heures de départ normales. La reprise du travail s'accentue, à Dijon amélioration sensible dans tous les services, gares, dépôts, triages et ateliers. A Valence et Avignon les deux tiers de l'effectif sont présents au dépôt. De Lyon à Avignon, 10 trains ont pu avoir lieu dans chaque sens au lieu de deux, trois et quatre les jours précédents. A Marseille amélioration sensible au dépôt, de même à Nîmes et à Allais.

ORLÉANS : Malgré les efforts faits pour que l'ordre de grève soit suivi, 12 à 14 trains ont pu partir de Paris. Les trains de denrées ont pu être tous assurés.

ÉTAT : La grève s'est fait sentir dans les réseaux de Saintes et la Rochelle, et Rochefort. Des trains supprimés à la gare des Batignolles ont pu partir au dépôt. Le service de banlieue s'améliore. (Environ 30 pour cent du service normal).

MIDI : des défections se sont produites à Bordeaux, Agen, Marmande, Dax ; aucune à Bayonne. A Toulouse à la suite d'une réunion sans résultat, le Comité du Syndicat par 21 contre 13 voix a décidé de se mettre en grève. Le service est à peu près normal à Perpignan, à Béziers et Tarbes.

Sur la ceinture à part le personnel de la traction les défections n'atteignent que 20 pour cent [illegible] du Nord au début de l'après-midi plus de la grève. [illegible] arrivent et partent normalement. On cependant que les grévistes des dépôts de la pleine Saint-Denis et de Saint-Denis vont tenté un dernier effort ils organisent pour ce soir une grande réunion à Saint-Denis. »

MIDOL S'EST MIS A L'ABRI

Paris, 1er mars. — Aux dernières nouvelles, le cheminot Midol, contre lequel un mandat d'arrêt a été lancé, demeure introuvable.

Mme Midol, appelée au juge d'instruction, a déclaré que son mari, prévenu de la décision prise à son sujet par la justice, en lisant une information parue dans un journal du matin, s'était immédiatement mis à l'abri des recherches de la police.

Pas de révocations sur le Nord

Paris, 1er mars. — A la direction de la Compagnie du Nord on déclare qu'il n'est pas question d'appliquer au personnel les sanctions rigoureuses dont on a menacé les cheminots qui suspendraient le travail.

Un haut fonctionnaire de la Compagnie a affirmé que la direction considérait que le réseau n'était pas en grève, et qu'aucune révocation ne serait en conséquence prononcée.

A Lille

Les cheminots votent la reprise du travail

La grève n'aura duré ici que 24 heures, mais ce temps très court aura suffi cependant pour démontrer l'inébranlable cohésion du syndicat, sa force calme et résolue, et surtout son admirable esprit de discipline.

Avant-hier, répondant à l'appel de leurs frères du P.-L.-M., solidaires, comme on sait l'être dans cet admirable prolétariat syndicaliste, les cheminots avaient crié : Présent !

Hier, obéissant à leur conscience, en pleine liberté, et après une libre discussion, ils ont voté la reprise du travail.

Mais — qu'on se hâte de le dire — ce vote, c'est de la plénitude de leur volonté, sans pression, sans faiblesse, qu'ils l'ont donné.

Cette grève ne fut pas, d'ailleurs, une grève des « ventres », mais, comme le disait Hochedez, à la réunion du « Foyer du Peuple », le matin, une grève de principe, un grève d'honneur où, contre l'arbitraire et le bon plaisir, s'éleva la classe ouvrière outragée.

La démonstration faite, pour que notre pauvre région si meurtrie ne souffrît pas davantage, les cheminots ont élevé plus haut encore leur pensée. Confiants en leur force, sûrs de la discipline syndicale, ils ont voté hier soir, au cours des deux splendides réunions tenues à la « Bourse du Travail » et au Tivoli, l'ordre du jour suivant, dont on appréciera le bon sens et la dignité :

« Les cheminots du Syndicat de Lille, réunis au nombre de cinq mille, à la Bourse du Travail de Lille, et au Tivoli, rue de Fives, le lundi 1er mars 1920,

Après avoir entendu les explications autorisées de leurs principaux militants, se déclarent satisfaits d'avoir répondu unanimement à l'appel de leur Fédération ; ne voulant pas tomber dans le piège qui pourrait leur tendre le Gouvernement ou la Compagnie ;

Déclarent reprendre en pleine force et en pleine cohésion le travail dans leurs divers services;

Toutefois, ils jurent sur l'honneur de répondre présent à l'appel que pourrait leur faire la C. G. T. ;

Se déclarent prêts à cesser le travail si des sanctions sont prises contre leurs camarades militants ;

Se séparent au cri : de Vive la Confédération générale du Travail ! »

A DOUAI

UNE IMPORTANTE REUNION DES CHEMINOTS LE TRAVAIL REPRENDRA CE MATIN

Les cheminots ont tenu dans le courant de la journée d'hier deux réunions : l'une à 10 heures du matin, l'autre à 6 h. 1/2, au siège de la Bourse du Travail, rue de Bellain. Au cours de la dernière réunion, à laquelle assistaient environ 750 cheminots, notre ami Léon ESCOFFIER, député de Douai, exposa les causes qui avaient déterminé le mouvement.

« Quelle que soit la décision que vous prendrez tout à l'heure, dit-il en terminant, prenez conseil de votre conscience, pesez votre décision mûrement, et sachez vous y tenir fermement quand vous l'aurez prise. Finalement, ESCOFFIER conseilla le vote aux bulletins secrets. Il fut chaleureusement applaudi.

Tandis que l'on procédait au vote, on apporta une dépêche de Lille : elle annonçait que les cheminots de Lille avaient repris le travail. Presque en même temps, un planton cycliste apportait une communication du groupe de Somain, dont dépend celui de Douai : le groupe de Somain faisait savoir que dans la localité la reprise du travail avait été décidée. La salle accueillit avec calme ces nouvelles et décida d'envoyer une délégation à M. Piot, inspecteur principal, et aux ingénieurs des quatre services. A 10 heures moins un quart, la délégation revenait et faisait savoir qu'aucune sanction ne serait prise pour faits de grève.

A l'unanimité, l'assemblée vota la reprise du travail pour ce matin.

A Valenciennes

Le mouvement prend de l'extension — Le réseau d'Anzin complètement arrêté — Une réponse à M. Javary

Valenciennes, 1er mars. — Le mouvement gréviste, sur le réseau du Nord, tend à prendre de l'extension.

Les brigades, revenant du dehors, abandonnent le service.

A la suite de la réunion, tenue dimanche soir, salle de l'Orphéon, les cheminots avaient décidé de suspendre le travail à 22 heures.

Ce mot n'a pas été suivi par quelques timorés, ce qui fit que lundi matin les départs furent assurés.

SUR LE RESEAU D'ANZIN

Ce réseau appartenant à la riche Compagnie des Mines d'Anzin, va de Somain jusque la frontière belge.

Près de huit cents cheminots y sont occupés. Ceux-ci ont obéi à l'ordre de la Fédération, et lundi matin le chômage était complet.

Aucun train n'a circulé.

A ANZIN

1.500 CHEMINOTS ACCLAMENT LA GREVE

Comme le « Réveil » l'avait annoncé, plus de quinze cents cheminots appartenant aux réseaux du Nord et d'Anzin se sont réunis salon de la Jeunesse, rue de St-Amand.

Pendant plus de deux heures, l'assemblée fut mise au courant des événements.

De partout arrivent les meilleures nouvelles et les encouragements des diverses organisations.

LES RÉCLAMATIONS DES CHEMINOTS

La Commission administrative du Syndicat de Valenciennes a fait distribuer aux cheminots la circulaire suivante que notre impartialité nous oblige à reproduire :

AUX CHEMINOTS,

Depuis le début d'août, nous sommes obligés de constater l'intransigeance et l'obstruction systématique qu'opposent les Compagnies et le Gouvernement à toutes nos revendications.

Pendant la guerre, qui ne se souvient des fleurs et des félicitations jetées à toute occasion au personnel d'élite des chemins de fer sur lequel, déclaraient Parlement et Gouvernement, on pouvait compter en toute circonstance.

Dans les quarante-huit heures, nous étions rendus près de notre Commission technique ou des ingénieurs en chef pour discuter nos justes revendications.

Très souvent même, satisfaction nous était accordée et nos dirigeants étaient les premiers à reconnaître nos services rendus.

Il est vrai que vu l'état précaire du pays, les cheminots se contentaient de satisfactions d'ordre secondaire. Nous nous disions que, sitôt la guerre finie, nous serions récompensés des efforts presque surhumains que nous avions fournis pour la vitalité de la nation toute entière.

Notre Fédération arrivait, au fur et à mesure que le coût de la vie augmentait, à faire obtenir des primes de cherté de vie, des primes de résidence et de légères augmentations de salaires.

Comme question générale, entre autre la nationalisation, question intéressant la nation toute entière, elle décida d'attendre des temps meilleurs, c'est-à-dire la fin des hostilités, pour ne pas être accusée de causer de la perturbation dans notre pays.

Pour d'autres revendications : statut et échelle de traitements, nous les attendons depuis deux ans ; Modifications à la loi des retraites qui permettraient à nos vieux camarades de jouir, non seulement d'un repos bien gagné, mais bien payé ! avec les retenues qui nous sont faites mensuellement.

Rien n'a abouti actuellement !

L'échelle, qui devait posséder quatorze échelons en possédera, dit-on, dix-huit !

Nos dirigeants qui étaient incapables d'en fabriquer quatorze trouvent moyen actuellement d'en vouloir dix-huit.

Nous avons paraît-il, obtenu un bon résultat : nous connaissons le dix-huitième échelon, c'est-à-dire la base de 3.800 francs !

Alors, braves cheminots, attendons les dix-sept autres !

Pour le statut ? Hélas !

Pour toute autre revendication de moindre importance, c'est encore la même chose.

Au Congrès de Boulogne, une Commission avait été désignée pour discuter le problème intéressant les agents des gares ayant : salaire intégral et primes de déplacements. Depuis le 31 mai 1919, cette Commission n'a pu être reçue par nos dirigeants.

Dernièrement, à une demande d'audience à nos ingénieurs, nous attendîmes la réponse six mois, et... elle fut négative : refus de nous recevoir. Chose plus grave, hier encore, on refusait à vos représentants des permissions pour assister à différents Congrès ou Conseils d'administration, mieux, on les punissait.

Au sujet du relèvement de l'indemnité de résidence, dans une toute récente réunion de Commission paritaire il avait été convenu que le taux était fixé à 1200 francs pour Paris et qu'il serait augmenté de 80, 50, 30, 20 % pour la province à TITRE PROVISOIRE, et que cette indemnité de résidence serait fixée définitivement par une commission paritaire.

Maintenant, nos dirigeants nous déclarent que c'est définitif. Voyez, cheminots, la bonne foi des Compagnies et du Gouvernement à notre égard.

Dans toutes les discussions, on nous opposait ou on voulait nous traiter sur le même pied que les fonctionnaires, mais les besoins de leur cause. A titre d'exemple : Dans l'agglomération lilloise, les fonctionnaires touchent 900 francs, tandis que les cheminots toucheront 540 francs. Différence : 360 francs.

Après cet exposé succinct, nous croyons vous avoir assez démontré que pareil état de choses n'a que trop duré. Nous ne pouvons plus vivre dans des conditions semblables, il faut que cela cesse pour le bien-être de tous.

Camarades, il est plus que temps de vous sentir les coudes, de soutenir avec la dernière énergie et par tous les moyens possibles vos représentants, si vous voulez vivre honnêtement, vous et votre famille, et ne plus être l'objet d'exactions, ou victimes de l'arbitraire des Compagnies comme avant la guerre.

Cheminots, tenez-vous prêts à la lutte et répondez présents à tout appel de votre Fédération pour arracher, une fois pour toutes, satisfaction à nos modestes revendications.

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU SYNDICAT DE VALENCIENNES

UNE REPONSE A L'ORDRE DE SERVICE DE M. JAVARY, INGENIEUR EN CHEF DU RÉSEAU DU NORD.

La situation examinée, l'assemblée vote par acclamations la réponse ci-dessous à l'ordre de service de M. Javary, ingénieur en chef du réseau Nord :

« A votre appel paru dans la Presse et affiché sur les murs des gares du Nord,

Très touchés de votre énergique et patriotique proclamation aux agents de votre réseau, nous vous répondons :

Mieux que tout autre dans nos régions dévastées, nous savons ce que nous avons souffert et souffrons encore ; nous apprécions combien ce mouvement nous fera souffrir ainsi que toute la population et principalement la classe ouvrière.

Une simple démarche de vous pourrait donner un bon résultat de l'appel que vous avez lancé à votre personnel en intervenant près de l'Administration du réseau P. L. M. : vous pourriez arrêter vous seul tout le conflit qui met la France entière dans une nouvelle misère pour un conflit si bénin entre deux hommes, un chef et un ouvrier. D'un côté, les Directions des réseaux ne veulent pas céder, croyant avoir tous les droits.

La Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer de France et des Colonies, qui compte plus de 320.000 syndiqués ne peut, pour son existence, plier à cet affront.

M. l'Ingénieur, nous luttons comme vous luttez pour la vie ; il ne peut être vrai qu'un aussi grand nombre de volontés succombent devant quelques autres.

Comme vous, nous aimons la France ; nous sommes nous-mêmes les victimes des désastres de la guerre ; nous sommes comme vous le déclarez, les premiers blessés : il ne faut pas les tuer.

Le camarade Campanaud est aussi blessé : on l'achève. D'autres victimes tombent tous les jours pour le droit syndical, le seul pouvoir qu'ils ont pour la défense de leurs droits.

Nous avons confiance, M. l'Ingénieur en chef, en votre énergie ; en votre bon cœur du dévoué et sincère Français pour intervenir près des Pouvoirs du réseau P.-L.-M. Mieux encore, nous espérons vous être reconnaissants en essayant de régler ce différend que MM. les Ministres voulurent susciter.

Soyez persuadé, M. l'Ingénieur en chef, que si vous obtenez cette satisfaction, la France entière vous honorera.

Le Syndicat de Valenciennes.

***

Divers orateurs apportent à l'assemblée des précisions sur les phases du conflit. A chaque instant, le nombre de grévistes augmente.

UN COMITE DE GREVE

Dès lundi, à 2 heures, un Comité de grève est installé chez Jovénal, bar de l'Octroi.

Les grévistes devront se présenter pour retirer leur carte et ceux-ci pourront, ces obligations réglées, se présenter dans toutes les réunions

L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour suivant fut ensuite voté par acclamations :

« Les Cheminots de Valenciennes et d'Anzin, réunis au nombre de 1.500, Salon de la Jeunesse de Anzin, après avoir entendu l'exposé de la situation par les divers orateurs,

S'engagent à mener la lutte jusqu'à complète satisfaction ;

Se séparent aux cris de : Vive la grève générale ! Vive la Fédération des Chemins de Fer ! Vive la C. G. T. ! »

La réunion prit fin à midi quinze.

Dans la soirée, eut lieu, salle de l'Orphéon, une nouvelle réunion.

AUJOURD'HUI MARDI...

Les Cheminots se réuniront à 6 heures 30, Salle des Académies, rue Ferrand.

POUR LE RETABLISSEMENT de BIDEGARRAY

Avant de lever la réunion, les cheminots voteront une adresse de félicitations et des vœux pour le prompt rétablissement du secrétaire de la Fédération Nationale, le citoyen Bidegarray.

A DENAIN

Ainsi que nous le relatons plus haut, le personnel du chemin de fer de la Compagnie des mines d'Anzin est en grève ; le chômage est complet.

A la gare du Nord, le travail est normal ; il n'y a pas de grévistes.

Demain : QUATRE PAGES

AU SENAT

Pour les retraites des mineurs et l'appel de la classe 20

Paris, 1er mars. — La Commission des finances du Sénat a approuvé deux avis financiers, l'un de M. Albert Ferronnet, sur le projet de loi relatif à la Caisse Autonome des retraites des ouvriers mineurs ; l'autre de M. Henri Chéron, sur le projet de loi concernant l'appel de la classe 1920, tous les deux favorables aux projets en question.

Le Mouvement Gréviste EN BELGIQUE

Il s'étend chez les Mineurs du Bassin de Charleroi

Bruxelles, 1er mars. — On annonce que le mouvement gréviste s'est encore étendu parmi le personnel du bassin de Charleroi.

Une dépêche de Liége annonce que la grève a été déclarée dans les charbonnages de la région de Seraing. Les ouvriers réclament une augmentation de 3 francs par jour. Ils exigent des patrons la promesse que le prix du charbon ne sera pas augmenté.

La grève des métallurgistes est terminée

Mons, 1er mars. — On peut considérer la grève des métallurgistes comme complètement terminée.

Les dernières usines qui chômaient ont de nouveau ouvert ce matin, leurs portes. Un accord entre les patrons et ouvriers est intervenu sur la question des heures de travail et sur celle des salaires.

Dans les Mines du Borinage

En ce qui concerne la grève des mineurs du Borinage, tout est complètement terminé. A Boussu, Hourti, Saint-Ghislain, la grève est complète.

A Jemmapes, Carignon et Flénu, elle est partielle ; à Cuesmes, il est probable qu'avant quelques jours, les ouvriers auront repris le travail.

De tout côté, les ouvriers mineurs reprennent le travail sans condition jusqu'au 14 mars, date du Congrès National des mineurs de Bruxelles ; ils annoncent que si à cette date, ils n'ont pas obtenu satisfaction, ce sera la grève générale.

LE TRAVAIL REPREND DANS LE BORINAGE MAIS IL CESSE DANS LE PAYS DE LIEGE

Bruxelles, 1er mars. — Les mineurs du Borinage, suivant la décision de leur centrale syndicale, ont repris le travail le lundi matin, sauf à Quaregnon.

Par contre, on signale que les mineurs du pays de Liège sont dans une vive effervescence : à Seraing, lundi matin, les ouvriers de six charbonnages, au nombre de 3.500, ont cessé le travail ; ils réclament 5 francs d'augmentation par jour.

Un député italien demande le pain gratuit pour tous les citoyens

Rome, 1er mars. — Le député socialiste Binotti a présenté à la Chambre un projet de loi d'après lequel le pain serait distribué gratuitement à tous les citoyens italiens.

Le projet, en cinq articles, prévoit la réquisition des céréales et de grands achats à l'étranger.

TROIS MASQUES VERTS ont commis un horrible crime

POUR VOLER ILS ONT MASSACRE LES HABITANTS D'UNE FERME DE SAINT-GEORGES

Dans la soirée de dimanche, vers sept heures trois individus, grimés, le visage couvert d'un masque vert, se présentaient à la ferme des époux Bailleul à Saint-Georges près de Gravelines. Le fermier étonné de cette visite tardive alla ouvrir la porte aux étrangers, mais à peine celle-ci était-elle entrebâillée que les bandits armés de brownings déchargèrent leur arme à bout portant sur le maître de céans, ainsi que sur la femme de ce dernier. Tous deux mortellement atteints s'écroulèrent sans pousser un cri.

Alarmés par le bruit des détonations un domestique et une servante accoururent immédiatement à la rescousse. D'autres coups de feu retentirent blessant les nouveaux arrivés.

Pénétrant dans la maison les assassins les contraignirent à les guider, vers le coffre-fort qu'ils fracturèrent et ils s'enfuirent après s'être emparés de la somme importante qu'il contenait.

Une enquête ouverte par le maréchal des logis Hallanus prévenu immédiatement amena l'arrestation de trois jeunes gens, les nommés Bailleul Henri, 17 ans, Hippolyte Declercq 19 ans, de Leon Plage et Maurice Pruvost de Brouckerque qui avaient été employés dans cette ferme et congédiés dernièrement.

L'un d'eux Henri Bailleul a passé des aveux complets et a désigné les autres comme étant ses complices et que ceux-ci nient.

Aux Conseils de guerre

L'AFFAIRE MARTINAGE

Comme suite aux interrogatoires de vendredi et samedi, plusieurs témoins seront entendus prochainement dans l'affaire Martinage.

Un nouvel interrogatoire de l'inculpé aura lieu vendredi, en présence de ses défenseurs. L'ordre d'informer étant antérieur au 12 octobre, le 1er Conseil de guerre continuera l'instruction de cette grave affaire.

DEUX EMBOCHES DENAISIENS VONT RENDRE LEURS COMPTES

Le lieutenant Zwilling, du 1er Conseil de guerre, vient de terminer l'instruction de l'affaire Boizet Zéphir, 47 ans, et Dufourmentel Sophie, 30 ans, tous deux de Denain, inculpés d'intelligences avec l'ennemi.

Boizet est accusé d'avoir dénoncé à l'autorité allemande plusieurs personnes de Denain et d'Haspres, notamment M. Saccarin, de Denain, qui faisait le commerce de céréales. Quant à la femme Dufourmentel Sophie, elle est poursuivie pour complicité.

Boizet a un casier judiciaire des plus chargé et a déjà subi de nombreuses condamnations.

Les inculpés passeront prochainement devant le 1er Conseil de guerre.

Une journée agitée au Congrès de Strasbourg

Au cours de la discussion de la motion Bracke, Lebas a prononcé un remarquable discours vivement applaudi.

La question de défense nationale fit naître de violents incidents.

Strasbourg, 27 février.

A l'aube grise de ce matin brumeux, quand la ville est encore silencieuse, voilée d'une vaporeuse mousseline sortie du lit de l'Ill et du Rhin, je croise sur ma route, en allant de la Kaiserplatz à Hohenloestrasse, un groupe de soldats bleu-horizon, cheminant en conversation amicale avec d'anciens feldgrauen revêtus de leur vieil uniforme de guerre, qui leur vaut l'économie d'un vêtement civil, sans avoir pris la peine de le faire teindre ni transformer.

Notre victoire glorieuse a du moins ce résultat visible et heureux d'amener de curieux rapprochements en pays d'Alsace. Des employés municipaux circulent en grosses bottes ou molletières grises, drapés de manteaux et coiffés de casquettes me rappelant les pénibles et trop longues années de l'invasion du Nord.

A l'entrée même de la salle du Congrès, un vendeur de journaux, en livrée authentique des anciennes cohortes impériales, débite, à trois sous le numéro, le « Journal d'Alsace-Lorraine » et des gazettes en langue allemande et caractères gothiques.

Cet avant-midi, pendant que la Commission des résolutions se réunissait au Palais des Fêtes, en quête d'une motion d'entente sur la brûlante question de l'Internationale, un certain nombre de délégués, répondant à l'invitation de la Municipalité, prirent part à une excursion comportant la visite des quais du Rhin et de la Coopérative ouvrière.

D'autres profitèrent de cette journée de liberté pour parcourir et admirer la ville, monumentale et grandiose dans ses quartiers neufs, bâtis depuis 1871 avec un souci manifeste d'hygiène publique de grandeur et de beauté. Le dôme rouge du palais impérial domine l'avenue de la Paix et les imposants bâtiments de l'Université dont la masse grise et rose se dresse en face de l'ancienne résidence du kaiser, aujourd'hui vide et morose.

Avec ses nombreuses hostelleries à petites fenêtres carrées et ses séculaires maisons à poutres de bois sculpté, le vieux Strasbourg forme un véritable musée d'art moyenageux, principalement aux abords de la Cathédrale, sur la place Gutenberg et dans toutes les rues avoisinantes. Dans le centre, la place Kléber, encadrée de riches hôtels-restaurants, de magasins modernes, de music-hall et de cinémas, est le cœur vivant et commercial de la cité, et son animation contraste avec la tranquillité presque silencieuse des autres parties de la ville. Il est assez difficile de se faire une idée exacte des sentiments de la population au sujet de la guerre et de ses conséquences, car les habitants, dans tous les milieux, se montrent sur ce terrain très réservés. Chez les ouvriers, des plaintes amères s'exhalent à cause de la cherté de la vie, pourtant beaucoup moins coûteuse ici que dans nos régions libérées, mais qui n'a plus rien de comparable avec les prix d'avant-guerre.

La manifestation des sentiments strasbourgeois est beaucoup plus économique que patriotique, et nous n'avons constaté nulle part la moindre allégresse.

Encore la motion Bracke

La séance de cet après-midi, ouverte vers 15 heures, sous la présidence de Mistral, avec nos amis Salengro et Merlin, comme assesseurs, débute par la lecture d'une longue et intéressante communication des socialistes indépendants d'Allemagne, qui adressent leurs sympathies au Congrès et exposent toutes les manœuvres employées par les réacteurs capitalistes de ce pays pour étouffer la révolution démocratique et relever le régime monarchique.

Cette adresse des socialistes allemands de gauche est longuement applaudie et saluée des cris de : Vive l'Internationale.

On reprend alors la discussion ouverte hier, sur la politique générale du Parti et la motion Bracke.

Après le substantiel et courageux discours de Renaudel, justifiant ses craintes d'une révolution prématurée, dont la faillite, amenée par l'impréparation des masses, produirait dans le pays un recul lamentable de l'idée socialiste et déchaînerait une réaction farouche, l'auteur de la motion discutée vient vaillamment et dédaigneux des interruptions, défendre et lotier l'action de Renaudel dans l'ancienne Chambre. D'une voix un peu caverneuse, qui porte difficilement dans toute la salle, BRACKE conclut en demandant le maintien de sa motion, qui porte son nom sans lui être personnelle, puisqu'elle émane d'un Congrès National. Comme Renaudel hier, l'orateur affirme qu'elle n'a nui en rien au Parti et n'a eu aucun inconvénient pour les élections, contrairement à une opinion trop légèrement admise.

Parlant de la participation ministérielle, il déclare et prouve que les élus socialistes, entrés dans le Gouvernement pendant la guerre n'ont fait qu'exercer une délégation du Parti, qui l'a maintenue et renouvelée. En présence de l'obstruction tapageuse d'une partie de l'assemblée, l'orateur termine brièvement en disant que l'organisation socialiste est un Parti, non pas de réformes, mais de révolution sociale. Pour son avènement, l'Union socialiste est indispensable, au Parlement et dans le pays.

Crâne chenu, visage glabre et voix claironnante, GRUMBACH, délégué alsacien, estime que la politique intérieure de la France socialiste doit se lier à celle de l'Allemagne socialiste, car toutes deux ont les mêmes ennemis également acharnés, et qu'il faut abattre. « On parle trop souvent de la révolution russe, et on semble ignorer ou oublier celle qui gronde à nos portes. La révolution allemande sera écrasée si elle n'a pas pour allié agissant le Parti socialiste de France, avec ses forces politiques et syndicalistes ». Homme d'expérience, il n'a aucune confiance dans le vote de motions ou de résolutions, trop souvent pour ne pas dire toujours stériles et réclame un concours effectif pour la révolution allemande qui n'est pas un camouflage, comme le prétend la presse bourgeoise, mais une réalité dont les puissances capitalistes connaissent l'importance et redoutent les effets.

Large d'épaules et de figure, encadrée d'une touffue barbe noire, VARENNE ramène la motion Bracke dans le débat et se défend de ne pas l'avoir appliquée dans son Département. Il lui trouve le grand mérite d'avoir tué le scrutin d'arrondissement et sauvegardé les principes. A son avis, si les élections législatives n'ont pas envoyé plus d'élus socialistes à la Chambre, c'est parce qu'elles eurent lieu les premières. Les néo-majoritaires ne sont pas non plus étrangers à ces résultats, car ils ont fait trop souvent, contre leur gré, une politique favorable à la classe bourgeoise, et au lieu de s'engager, selon leur désir, dans la voie de la révolution, ils s'en sont écartés. Il faut y revenir et s'y maintenir par l'union. « Trêve aux discussions théoriques, entrons dans la vie pratique et travaillons ! »

En riposte à des interrupteurs agités, l'orateur crie : « La révolution ne dépend pas de vous ! Vous avez déjà démoli le Parti, gardez-vous de détraquer l'Internationale, ne poursuivez pas votre œuvre de démolisseurs ! »

Comme bien l'on pense, cette virulente apostrophe est aussitôt suivie d'un déchaînement de protestations où se mêlent des attaques personnelles dépourvues d'aménités académiques.

Décisive intervention de Lebas

Après le brouhaha soulevé par la déclaration de Varenne, LEBAS monte à la tribune et aussitôt un grand silence se fait.

« Même si la Fédération du Nord n'avait pas demandé à la C. A. P. d'insérer la motion Bracke à l'ordre du jour de ce Congrès, j'ai la certitude qu'elle eut été tout de même discutée. » [illegible] de l'heure dernière que l'après-midi [illegible]

« Le Parti Socialiste Français est le seul parti républicain, et nous ne pouvons que nous féliciter des résultats électoraux, car ils sont sans mélange. Nous n'avons à regretter aucune compromission. Je les aurais voulu et je les espérais meilleurs ; mais il faut compter avec les circonstances où s'est engagée et livrée la bataille électorale. Le Socialisme a un grand rôle à jouer dans un avenir prochain, non seulement en France, mais dans le monde entier, et un grand effort d'union sincère et efficace nous apparaît comme un devoir auquel nous ne pouvons nous soustraire. La Fédération du Nord l'a réalisée à l'unanimité. Le Parti tout entier doit donner cette grande leçon et ce bel exemple au pays tout entier. Assez de luttes fratricides ! La situation générale est trop grave, elle ne lui laisse pas critique, parce que la guerre a tout désorganisé. En présence de la complète anarchie capitaliste, nous devons dresser le bloc compact de nos forces et réaliser leur union active avec celles de toutes les organisations ouvrières. L'union, d'ailleurs, se fera nécessairement obligatoirement par la force même des événements ».

Après avoir examiné la situation économique nationale et surtout financière, l'orateur, vivement et fréquemment applaudi, demande au Congrès de ne pas regarder le passé. « Voyons, dit-il, aujourd'hui et demain ! Evitons aux travailleurs l'écœurant et décourageant spectacle de nos divisions intimes, et de ce Congrès sortiront des résolutions qui seront acclamées par la France ouvrière toute entière et par toute l'Internationale des travailleurs ».

De longs applaudissements remplissent la salle et beaucoup de congressistes, enthousiasmés, se précipitent vers Lebas pour lui serrer la main, quand il descend de la tribune.

Ce discours est le plus marquant de tous ceux entendus jusqu'à présent au Congrès, et nous sommes persuadés qu'il produira d'heureux effets, car il a fait sensation.

La discussion paraît épuisée, après l'éloquente et chaleureuse intervention de notre ami. Quelques délégués, qui s'étaient fait inscrire, en dépit de la séance, ne veulent pas subir l'ingratitude désagréable d'un discours rentré, mais ils viennent parler au milieu du bruit des conversations et la plupart des délégués quittent la salle pour aller fumer une cigarette dans les couloirs, où chacun commente et approuve l'entraînant discours de Lebas, tandis qu'à la tribune un orateur chevelu s'obstine à gesticuler devant des banquettes presque vides.

Tumultueux incidents

Un jeune homme, à figure d'ascète, Raymond LAVIGNE, ramène dans la salle les auditeurs et le silence en exposant, avec une réelle et communicative émotion, les raisons qui l'ont conduit d'un milieu foncièrement conservateur, au Socialisme révolutionnaire.

S'écartant de la politique intérieure, l'orateur est rappelé à son sujet, et il y revient en demandant au Congrès de décider qu'en régime capitaliste il ne peut être question de défense nationale.

L'assemblée se divise aussitôt en deux camps bien tranchés : protestataires et approbateurs, et parmi les premiers domine la voix perçante de Renaudel.

L'orateur lui crie : « Vous êtes trop bien portant pour comprendre la France mutilée ».

De nouveau, des applaudissements mêlés de clameurs éclatent de partout ; ils se renouvellent quand le jeune tribun parle de « la gloire puante des généraux et prétend que le peuple ne doit plus connaître que la défense humaine ».

Les apostrophes, les invectives se croisent, on s'interpelle de banc à banc, tandis que Raymond Lavigne, qui a déclenché tant de tumultueux incident, reste accoudé à la tribune, où sa pâleur se détache sur le rouge vif de la tenture à broderies d'or.

Violent à froid, Lavigne, dès qu'il peut reprendre la parole, provoque un nouveau vacarme en attaquant le délégué alsacien Grumbach, les élus parlementaires et les militants qui ne sont pas comme lui allés au feu.

— C'est du cabotinage ! clame un délégué.

Nouvelles rumeurs et nouvelle agitation prolongée, qui prend un ton plus aigu quand l'orateur, à figure de jeune fille déclare qu'il faut mettre tout en œuvre pour éviter tout retour de la guerre, dont il a « plein la peau ».

Dites : « Plein le cœur », lui crie-t-on. Vous n'êtes pas seul blessé.

Le secrétaire du Parti, FROSSARD proteste contre la proposition de Lavigne d'exclure de l'organisation les députés partisants de la défense nationale, même s'ils regrettent leur attitude durant la guerre.

Une nouvelle tempête, éclate, quand Lavigne affirme qu'il faut, dès maintenant